



Compte-rendu syndical de la réunion informelle des directeur/OS
du 4/9/19 9h30 salle de réunion Fiedmond

Objet : message du directeur

Bonjour Mesdames et Messieurs les représentants du personnel,

Par un décret en cours de signature, je devrais être nommé Directeur régional des Finances publiques de Guyane, à compter du 2 septembre 2019.

*Dans cette perspective, je vous propose de vous rencontrer dans le cadre d'une réunion informelle le **mercredi 4 septembre 2019 à 9h30** (dans la salle de réunion de la DRFIP) afin d'une part de faire officiellement connaissance et d'autre part d'échanger avec vous sur les sujets d'actualité qui vous préoccupent.*

Je serai accompagné de mes plus proches collaborateurs.

Espérant que vous répondrez positivement à mon invitation, je vous adresse mes plus cordiales salutations.

Préparation FO-DGFIP le 2/9/19 à 14h30 des sujets à aborder :

Les réunions informelles devraient être suivies des réunions statutaires adéquates, chaque fois que nécessaires.

La DRFIP

Tagerfip actualisé au 2/9/19
des emplois de fonctionnaires
services sous-dimensionnés
réfèrent espace de discussion, espace de dialogue
formation professionnelle
mise à jour de l'annuaire des services et d'Ulysse
géographie revisitée : réseau de proximité

Les services

réfection des bâtiments de SLM
résultats transfert 3 postes de géomètres à St-germain en laye
résultats et demandes d'audit
améliorer les bases fiscales
destruction massive de déclarations incomplètes

Les personnels

logement
maladie : suppression majoration 40%
écrêtement : demande de crédit
formation professionnelle
accompagner les jeunes employés précaires pour réussite aux concours
souffrance au travail

Compte-rendu de la réunion : les participants :



Compte-rendu syndical de la réunion informelle des directeur/OS
du 4/9/19 9h30 salle de réunion Fiedmond

Participants de la direction : Mme Bérodot, MM Sauvonnet, Laitang, Vaissière

Représentants des personnels : Pascal Chaudrin et Jacqueline Arnaud pour FO-DGFIP Guyane
Mmes Sainte-Rose et Alphonse, M. Martias pour Solidaires Finances Publiques,
Mmes Noyon Palmot et Delafosse, M. Horatius pour CGT Finances Publiques.

Tour de table le directeur se présente : il a été vérificateur, a effectué des audits entre 1996 et 1999 en Guyane à la TG (épargne, comptabilité, Cayenne Ile, SLM). Puis chaque représentant se présente. Pascal précise ses fonctions au sein de l'AFOC (Association Force ouvrière des Consommateurs de Guyane), Jacqueline ajoute les siennes au sein de FO Finances, de l'UD FO et au sein de la CAF notamment suppléante à la commission handicap MDPH.

Le directeur nous fait part aux OS de 3 messages et de 3 informations.

1^{er} message du directeur : il est très attaché à l'outremer qui ne doit pas être oublié. Il connaît le dialogue social pour avoir présidé durant 5 ans les CAPL dans le Vaucluse, lorsqu'il était directeur adjoint de la direction. A eu un pied dans le PPR : il maîtrise donc le sujet. Il connaît moins bien le CDAS et a rencontré le président du CDAS Guyane qui est le directeur de la Douane.

Le dialogue social est important pour lui et répète à maintes reprises qu'il souhaite travailler avec les OS dans le respect mutuel.

Il espère un maximum de transparence, mais il ne pourra pas s'exprimer tant qu'il n'aura pas tous les éléments. Mais quand on ne s'exprime pas sur un sujet cela signifie que l'on n'a pas toute la complétude.

Il précise qu'il travaillait très bien avec les 3OS similaires à celles de Guyane dans le Vaucluse. Il a connu la situation délicate de certains personnels. Et il pense qu'il faut trouver des solutions ensemble, comme il y parvenait dans le Vaucluse.

2^{ème} message du directeur: Il est attaché aux conditions de vie au travail. Buzaré a été rénové, les locaux sont très agréables et rafraîchis, avec une vue sur la mer.

3^{ème} message du directeur: Il continuera ses visites et les rencontres avec les personnels, après ses réunions des numéros 1 (Les DFIP) du 9/9/19. Il sera donc hors de Guyane durant 3 jours. Il ira en dernier à SLM car il a déjà eu l'occasion de rencontrer les personnels lors de la visite du ministre de l'action et des comptes publics.

Il a rencontré les élus Patient, Alexandre et Phinéa-Horth ce matin du 4/9/19.

Il écouter les personnels et respectera les positions des représentants du personnel. Il redit qu'il espère le respect mutuel. La DRFIP compte 235 agents y compris les 33 agents arrivés récemment en comptant le collègue attendu en 2018 et arrivé récemment.

Il réunira les instances régulièrement. Le CHSCT se réunira le 26/9/19, les Capl promotions prochainement. Les cycles de rencontres vont se poursuivre. Il y aura d'autres réunions informelles en dehors des instances pour donner des informations.

1ère information du directeur :

Le ministre Darmanin a rencontré les OS nationales hier 3/9/19. Il va écrire aux agents, sa lettre est en préparation. Les sujets portent sur la suppression d'emplois. Le ministre aurait dit lui fait-on dire 5800 suppressions d'emplois en 2020 2021 et 2022. La direction de la douane a à sa tête Brune Lemaire. Ces 5800 suppressions ne concernent pas seulement la DRFIP. Un point d'actualité sur la géographie revisitée sera également effectuée par le ministre.

2ème information du directeur : Jérôme Fournel le DGFIP va répondre à chacune des 3 OS de Guyane suite à la rencontre du 25/7/19. Il répondra à la déclaration liminaire sur les sujets abordés - la géographie revisitée désormais appelée le réseau de proximité, la formation professionnelle, le logement à Kourou et à SLM, le foncier, la suppression des 40% en cas de maladie hors de Guyane, la nouvelle organisation des services de l'Etat.

3ème information du directeur : la direction vient de recevoir la nouvelle circulaire des conditions d'exercice du dialogue social qui est une actualisation de la dernière du 13/12/2017 et qui tient compte des résultats des élections professionnelles.

Solidaires demande au directeur d'annoncer sa venue dans les services pour permettre aux collègues de se préparer et de se concerter, car tout le monde n'a pas la facilité de dialoguer avec le directeur. Le directeur répond qu'il n'a pas informé sur la visite du préfet, d'ailleurs il a été interpellé par une OS -FO-. Cette visite est une 1ère ; il a souhaité voir comment on était installé. Le préfet est intéressé par la foncier, le service public local, par le processus de défiscalisation. FO réagit en soulignant qu'il s'agissait donc d'une visite intéressée -cf la réforme de l'Etat. On se pose des questions. Le directeur rétorque que le préfet n'est pas venu en espion.

Le directeur se rendra le 5/9/19 au SIE, dans les 2 trésoreries et à la paierie de Cayenne. Il n'ira pas au SIP car le responsable est absent. Il sera lui-même en métropole du 9 au 11/9/19. Vendredi 13/9/19 sera à Kourou selon l'évolution de son agenda. Les rdv sont en cours avec les partenaires, les députés, les sénateurs. Il dit comprendre que les personnels soient mal à l'aise.

La CGT demande la communication du calendrier prévisionnel des rencontres jusqu'au 31/12/19. la CGT ne souhaite pas des réunions pour des réunions. On a arraché la rencontre avec le DG. L'audience a été demandée au ministre. C'est la 2ème fois qu'il vient sans nous rencontrer. Nous avons dû insister pour que le DG nous reçoive à défaut du ministre. Nous avons dû faire le siège de la direction jusqu'à 20h. Le DG n'avait pas l'intention de nous rencontrer. C'est de la communication sur les suppressions d'emplois. Beaucoup de sujets sont importants. On attend des réponses concrètes. Concernant la formation professionnelle, des agents peuvent refuser de partir pour des raisons personnelles et donc renoncer à la formation. Il demande une véritable préparation aux concours, jusqu'à la réussite ajoute FO.

La CGT poursuit concernant le foncier, il y a 4000 dossiers en attente de réponse. Les MSAP inefficaces, ne fonctionnent pas c'est pour cela qu'on va changer d'appellation pour France Service. Il faut fiabiliser les bases des impôts locaux. L'objectif est d'avancer. Au SIE il y a 5000 fiabilisations de locaux à effectuer.

Solidaire revient sur l'attachement au dialogue social. Il en prend acte, or on ne dialogue plus dans les instances, on est consulté. Des cartes sont apparues sur Ulysse puis ont disparu. Il demande qu'elle est sa lettre de mission.

Le directeur répond que les convocation des CTL des 14 et 22/8/19 ont été imposées à la DRFIP. Il n'a pas eu le choix. Idem pour la DISI outremer. Les transferts d'emplois sont prévus et répondent à la circulaire. Les services concernés sont la logistique et le service budgétaire. Il va voir comment mettre en musique tout cela : concerne 2 agents du BIL et 1 agent technique + la DISI. La date du

1/1/2020 arrivera vite. La préfecture est concernée par la création de 5 directions nouvelles. Il ne peut pas en dire plus. Cela préoccupe aussi la DRH chargée du BIL. Concernant le nouveau réseau de proximité, on attend la réponse du DG lors de la réunion des n°1 du 9/9/19. Les DRFIP et préfet ont changé : ils souhaitent que l'on reparle de ce réseau de proximité. L'ancien directeur a travaillé, on ne revient pas sur la cahier des charges. Il échange avec les élus, les OS. Le DG n'a pas donné le "go" pour l'outremer, la Corse, l'IDF, alors qu'il a été donné le 6/6/19 pour le reste de la France. Le DG veut que ça se passe le mieux possible. Il y a des échanges individuels avec chaque département. Il faut écouter les partenaires, les élus, les directeurs, les agents. On attend ce qu'il en est pour l'outremer.

Le préfet vient du Pas-de-Calais (Arras) où il était SG. Il n'y a pas de raison que le temps de la concertation soit écourté en Guyane. Il est prévu le maintien des services dans les 3 communes Cayenne, Kourou, SLM. Mais il ne répond pas sur lesquels à la demande de la CGT, qui demande également quel problème pose l'outremer pour que l'on soit à part. En Guyane c'est souvent que l'on parle de spécificités. Le directeur répond qu'avec la forte démographie, on n'est pas dans le même schéma. La population croît de +4% par an. Donc les services publics doivent pouvoir y répondre. L'avis du préfet est important...pas autant que celui du DRFIP demande FO. Selon le directeur, ce qui doit remonter, ce sont des propositions modifiées.

FO demande au DRFIP s'il a des raisons de penser que le respect mutuel peut ne pas s'appliquer pour avoir tant insisté. FO ajoute que la DRH a manqué de respect en prenant en photo à leur insu une partie des représentants le 25/7/19 devant le DG et en faisant publier la photo sur Ulysse à côté de l'interview de la venue du ministre en Guyane.

FO rappelle avoir demandé au précédent directeur de réussir la communication de la DRFIP vers la population, de la direction vers le réseau.

FO rappelle que lors de la fusion des totems ont été livrés, posés par terre puis ont disparu. Il faut indiquer à la population quels services se trouvent derrière les murs. Le comité de suivi qui se réunit demain (5/9/19) pour l'accueil à Baduel devra entre autre permettre d'améliorer la communication via l'amélioration de l'accueil.

FO demande la transmission du TAGERFIP et du suivi des effectifs à la date du 2/9/19.

FO demande pourquoi hier (3/9/19) à l'accueil des nouveaux agents, 2 collègues ne figurent pas dans les effectifs d'arrivée en Guyane. L'un était attendu depuis 2018, l'autre bénéficie d'un détachement de 2 mois en attendant d'intégrer son service.

Solidaires concernant la situation de Kourou indique que le DRFIP précédent avait mis en place un suivi des personnes, et demande au nouveau directeur s'il est informé de cette situation.

FO demande que les informations échangées lors des réunions informelles soient validées dans les instances adéquates : CTL, CHSCT, CDAS, CAPL. Il faut utiliser tous les dispositifs existant espace de dialogue devenu espace de discussion avec d'autres compétences. Si depuis la réunion informelle de sept 2017, on avait traité les informations échangées dans les bonnes instances, on n'en serait pas là avec des personnels en souffrance. A ce jour, le référent de l'espace de discussion n'est pas nommé.

La DRH en nommant certains personnels concernés du SIP Kourou indique que le suivi concerne l'ensemble des personnels mais que certains ont refusé de se rendre aux rdv avec les professionnels de santé.

Pour le directeur il faut faire appel à un tiers externe chaque fois que nécessaire (comme la cellule de médiation sociale reprenant l'item évoqué par la CGT)

Solidaires attend la réponse du directeur sur sa lettre de mission et sur l'emploi local. Solidaires demande des effectifs adéquats, l'abondement des emplois Pacte, l'organisation de concours locaux. En tant que membre du CDAS il demande des logements à SLM et ne peut se contenter de la réponse du préfet qui a lancé que des logements seront créés avec la création de la cité administrative.

Le directeur répond que généralement on laisse quelques mois au nouveau directeur. Il ajoute que la déléguée de l'interrégion viendra. Le DG lui a parlé de sa feuille de route. La réflexion est en cours. Il espère une feuille de route avant la fin de l'année.

Concernant le recrutement de contractuels, il attend le bénéfice d'emplois spécifiques. La DRH ajoute qu'on nous ouvre un droit pour un emploi pacte. Solidaires répond qu'il nous appartient de soumettre des demandes régulièrement. La DRH poursuit. On a sollicité 5 emplois contractuels 2B et 3A. Des emplois VSC + de 25 ans et VSC – de 25 ans sont sollicités. Les fiches de postes ont été publiées sur la bourse interministérielle de l'emploi public (BIEP) pour les postes à la trésorerie Cayenne, pour l'assistante de prévention.

Pour FO, il faut des fonctionnaires d'Etat. Pour la CGT il faut privilégier le concours, par exemple le concours national à affectation régionale, notamment dans les 2 cités administratives. D'ailleurs comment sont recrutés les contractuels ?

Le directeur répond que les fiches de poste sont publiées sur BIEP. On examine les candidatures, le directeur décide. On fait le choix entre les meilleurs. Et on recrute par concours. On est au moins 2 pour les auditions.

FO rappelle s'être rendu à Pôle emploi il y a 3 ou 4 ans lorsqu'on la DRFIP recherchait un VSC pour le cadastre. Il y avait sur le territoire 68 occurrences c'est à dire 68 personnes qui ont suivi un cursus cadastre dans leur parcours. Mais la DRH de l'époque a demandé à FO de rester à sa place et de laisser le service RH faire son travail. Or les spécialistes du recrutement c'est bien Pôle emploi. FO rappelle contester le transfert des 3 postes de géomètres à Saint-Germain en laye.

La direction poursuit qu'il y a eu 1 CV pour 1 emploi pacte. FO demande qu'il y ait une publication sur le site Ulysse local pour que les personnels soient au courant des demandes de recrutement. La CGT poursuit "comment faire localement pour être informé ? Comment informer la population ? La DRH répond qu'on a utilisé les media connus et reconnus par les Guyanais.

Le directeur du pôle gestion publique explique le transfert des postes de géomètres, s'arrête sur la taxe foncière, revient sur les expérimentations, les applications lascot, majic. On s'appuie selon lui sur les travaux du SDNC. Des fiches de détection sont élaborées pour évaluer les matières qui ne sont pas taxables aujourd'hui. Les équipes de terrain relèvent de la CTG qui exploitent les fiches de détection, car on n'était plus en capacité de le faire, même si il y a eu des discussions avec les missions parlementaires qui attendaient plus. La DRFIP ne peut pas s'appuyer sur ses emplois. Le travail est actuellement ralenti car la CTG ne souhaite plus mettre des personnes à disposition pour ce travail de terrain. La DRFIP a souhaité recruter 1VSC +25 ans la semaine prochaine (semaine du 9/9/19). 12 CV ont été reçus. Il y a matière à taxer sur les habitations de + 20 ans. La DRFIP rencontrera prochainement le président de la CTG.

Pour FO il faut absolument mettre à jour les bases et les fiabiliser et travailler sur l'adressage. Le listing des rues de Guyane est anormalement abondant. Encore à ce jour la route de Baduel est codifiée plusieurs fois Baduel, rte Baduel, route Baduel, Baduel droit, Baduel gauche etc. Après la mission Depeyre de 1997, des sommes ont été versées par la DSF d'alors aux communes pour placarder le nom des rues. Seule SLM a nommé ses rues au moyen de plaques en bois.

Pour la CGT il faut associer le président de l'association des maires. Un CTL a régulièrement été demandé sur le foncier en Guyane. Les géomètres ont désormais des missions fiscales. Il faut gérer

la problématique de la construction sur sol d'autrui.

Le directeur répond que le foncier est une préoccupation majeure. La mission foncière regroupe différents services de la préfecture ex DAF DEAL ONF DRFIP...

Tout doit être achevé pour le 31/12/2019.

La cellule sera composée de 9 personnes + 3 personnes localisation interne préfecture DEAL DAF. Les VSC seront encadrés par les géomètres de Guyane dans les services du PELP. Il revient sur les 3 sujets : 1/construction sur sol d'autrui 2/ circulation de la transmission des permis de construire 3/ adressage qui doivent se faire commune par commune. Le panneautage coûte très cher et on travaille avec les communes. Pour l'instant les photos aériennes sont opérantes pour 11/22 communes. La Chambre des Métiers est incapable de travailler sur nos fichiers.

Le directeur du PGF poursuit concernant le panneautage, l'ancien préfet a proposé un DETR (subvention d'Etat). Avec un personnel limité.

Solidaires pense que la DG doit être sollicitée pour mettre à disposition des équipes dédiées de manière temporaire. Le directeur du PGF demande de faire attention à la professionnalisation, aux règles non édictées. Des taxes foncières ont été éditées pour des voisins, FO ajoute pour des enfants mineurs ! Il faut des fonctionnaires d'Etat pour accomplir les missions. Pour le directeur du PGP, cela fait 30 ans qu'on essaye de régulariser des montants importants. Une fois payées les TF ne vont pas vers les notaires ; il faut passer les actes. 300 sont en gestation. Il faut établir les titres de propriété. Il faut y mettre des compétences, des emplois, mais ce n'est pas qu'un problème d'emplois. Le pilotage est effectué par le CEPL. Tout le monde veut progresser mais personne ne veut se mettre en mouvement. Il faut une volonté du maire. Notamment pour l'élargissement des bases.

Pour la CGT, si les titres sont émis au niveau de la commune, il faut aller jusqu'au bout. Il faut donc taxer la commune qui se retournera vers le véritable propriétaire.

Pour le directeur il faut mettre en place une opération coup de poing sur le nettoyage des bases, et ne pas abandonner l'élargissement des bases. Il souhaite convaincre le président de la CTG de revenir sur le dispositif mis en place et suspendu. Il faut essayer avec les renforts.

La CGT rappelle avoir demandé à plusieurs reprises l'aide de la brigade nationale et rappelle qu'il va falloir travailler cette fiabilisation. FO appuie les propos de la CGT. Un CTL a été demandé sur le foncier, il faut y faire venir des experts. La cellule foncière avec une concentration de toutes les TF de Guyane traitées à Cayenne n'est pas concevable. Le directeur du PGF dit que sur cette question, le protocole mis en place dans les services de SLM et de Kourou n'a pas été appliqué.

La CGT demande si l'audit sur le foncier a fait l'objet d'une restitution. Le directeur répond que les conclusions seront transmises aux OS.

FO demande au directeur sa position sur la destruction massive de déclarations de revenus de personnes nées en France, en Europe, à l'étranger. Solidaires ajoute que l'on est hors légalité concernant le refus de dépôt ou de traitement de déclarations.

La CGT demande si la mise à jour des organigrammes fonctionnels doit bien être effectuée chaque année. On a besoin de savoir qui fait quoi. Cet organigramme doit être présenté dans l'ensemble des services.

FO demande que l'annuaire des services soit lisible sur Ulysse.

La séance est levée à 12h08.